

KARIM LOTFI SENHADJI

Directeur général d'OCP Africa

Robert DOSSOU

Je voudrais maintenant donner la parole à Monsieur Karim Lotfi Senhadji qui est directeur général de l'OCP Africa au Maroc. Il a géré beaucoup de sociétés avant de se retrouver à la tête de l'OCP.

Karim LOTFI SENHADJI

Merci, Monsieur Dossou. Je suis effectivement présent aujourd'hui pour partager avec vous et vous parler de ce que fait le groupe OCP modestement, à son niveau. Il a pour but de contribuer au développement socio-économique de notre continent, et ce à travers les différentes entités qui forment ce groupe, tout particulièrement de l'OCP qui a pour mission de pouvoir contribuer au développement de l'agriculture africaine en la faisant passer d'une agriculture de subsistance à une agriculture créatrice de valeurs et qui permet au fermier africain de vivre de son activité.

Avant cela, si vous permettez, je voudrais partager avec vous des constats qui ont été rappelés par mes co-panélistes. Je vous propose de voir ce que notre continent pourrait devenir en 2030 si aucune des décisions auxquelles nous avons tous fait allusion aujourd'hui n'est prise. Si aucune action de rupture n'est prise au niveau de notre continent, voilà l'image que nous pourrions avoir.

Tout d'abord, le continent africain pourrait perdre jusqu'à 100 millions d'hectares de terres arables, et ce notamment à cause des impacts du changement climatique, des impacts de la déforestation, des impacts de l'urbanisation et du fait que les sols africains ne sont pas régulièrement alimentés en nutriments essentiels. Le fait de ne pas avoir ces terres arables va encore plus creuser le déficit des importations en termes de denrées alimentaires. Il faut savoir qu'à fin 2017, même en 2018, les pays africains ont importé pour plus de 70 milliards de dollars de nourriture. Ce chiffre va grimper rapidement à 100 milliards de dollars. C'est l'équivalent de quatre trains transcontinentaux. C'est l'équivalent de plus de 70 ports au niveau du continent africain. C'est pour voir l'urgence que nous avons. Si rien n'est fait, plus de 90 % de la population mondiale qui vivra avec moins de 2 dollars par jour se trouvera en Afrique. Si rien n'est fait, plus de 200 millions d'Africains n'auront pas accès à l'eau potable, avec toutes les conséquences que cela peut engendrer.

Nous avons parlé tout à l'heure de l'urbanisation. Aujourd'hui, le continent compte à peu près 9 villes de plus de 5 millions d'habitants. Si rien n'est fait, en 2030, ce sera 22 villes. 22 villes avec plus de 5 millions d'habitants, c'est quelque chose qui est quasiment impossible à gérer. Il est donc urgent que les populations rurales puissent rester au niveau des campagnes et trouver des moyens pour vivre.

Il est aussi avéré que d'ici 2030, 40 % de la population africaine aura moins de 18 ans, ce qui est *a priori* un atout. Par contre, si cette population n'a pas accès à la nourriture, n'a pas accès à l'eau et n'a pas accès à des emplois, ce sera une véritable bombe à retardement. En même temps – c'est ce qui a été indiqué par Madame Guigou –, plus de 3 millions et demi d'Africains migreront soit en Europe soit dans les autres continents pour fuir la pauvreté.

Nous nous accordons tous – je n'ai aucun doute – pour dire que ce n'est pas l'Afrique que nous voulons laisser à nos enfants, voire à nous-mêmes, puisque 2030, c'est demain. Il est temps de mener les actions nécessaires pour rendre l'Afrique auto-suffisante, notamment en termes d'alimentation et d'œuvrer aussi pour que nous puissions créer de la valeur localement. Jusqu'à présent, l'Afrique n'exporte que des matières premières et crée très peu de valeurs locales. Il est donc important de développer à la fois l'agriculture, mais aussi l'industrie en passant par de l'agroalimentaire.

Notre continent est un continent béni, que nous le voulions ou non. Nous bénéficions d'énormément de matières premières. Nous avons énormément d'eau. Nous avons énormément de personnes. Je rejoins ce qu'a dit un intervenant tout à l'heure : 2 milliards et demi d'habitants, ce n'est pas une surpopulation. Le continent est largement en mesure de les avoir. Par contre, il faut que nous puissions traiter et valoriser ces matières premières de manière économiquement viable et de manière pérenne.

Il est temps aussi de faire en sorte que l'Afrique soit moins risquée en termes d'investissement. Aujourd'hui, énormément de fonds existent dans le monde et ils sont prêts à venir investir sur notre continent. Malheureusement, nous ne disposons pas encore du cadre légal et juridique qui permet à ces fonds de venir investir, car ils pensent qu'à date, c'est trop risqué. C'est quelque chose qui peut et qui doit changer très rapidement.

Voilà où nous pouvons être d'ici une dizaine d'années. Soit de manière pessimiste, nous voyons un continent qui risque de disparaître, pour reprendre ce que vous dites, Madame Guigou, et de sortir de l'histoire, soit nous nous prenons en main et nous faisons de notre continent ce qu'il peut être en réalisant son potentiel.

Parallèlement, je voudrais aussi partager avec vous des faits qui sont avérés, dont la FAO est dépositaire. Nous recensons une population mondiale actuelle aux alentours de 7 milliards de personnes, qui en 2050 prévoit d'être aux alentours de 9 milliards, soit une augmentation d'à peu près 20 %. En même temps, les terres arables par habitant vont *de facto* diminuer et produire moins. A côté de cela, si nous prenons les besoins en termes d'alimentation de la population, en 2050, il va falloir quasiment doubler la production de grains par rapport à 2007. Comme le graphique le démontre, nous voyons que le gros de cette croissance va venir essentiellement soit des terres arables qui ne sont pas encore utilisées, soit d'une meilleure productivité de l'agriculture. Sachant que des régions comme les Amériques, l'Europe ou l'Asie aujourd'hui sont quasiment au plus haut de leur productivité, il va de soi que l'Afrique demeure la solution puisqu'aujourd'hui plus de 60 % des terres arables ne sont pas encore utilisées en Afrique. Surtout, actuellement, l'agriculture africaine ne se situe pas au plus haut de son potentiel, puisque nous avons, comme le montre le graphique, une corrélation assez parfaite entre la consommation rationnelle des engrais et la productivité des différentes cultures. En moyenne, les pays africains consomment 12 à 15 kilos l'hectare, là où la moyenne mondiale se trouve aux alentours de 100 kilos. Nous voyons bien qu'en termes de rendement, sur ce que l'on appelle les *food crops*, les cultures nourricières, nous avons une productivité qui est à peu près de 2,5 en dessous de la moyenne mondiale. Sur les légumineuses, nous nous situons à peu près au même ratio.

Nous voyons d'un côté que le monde va devoir relever le défi de la sécurité alimentaire, mais que d'un autre côté, notre continent possède aujourd'hui toutes les potentialités pour pouvoir répondre à ce défi de la sécurité mondiale, non seulement pour sa population parce que c'est vrai qu'un milliard d'habitants vont arriver en Afrique d'ici 2050, mais aussi pour le reste du monde. Nous devons alors mettre en place les actions qui vont pouvoir faire passer cette agriculture de subsistance à une agriculture commerciale.

Qu'a-t-il été fait au niveau du groupe OCP ? C'est déjà de comprendre pourquoi l'Afrique se trouve dans cette situation-là. Nous nous sommes dit que pour pouvoir améliorer la productivité du fermier, il faut que ce fermier puisse avoir accès aux bons entrants, au bon moment, au bon endroit et au juste prix. En tout cas sur les trois ou quatre dernières années, c'étaient les principales activités des entités du groupe : faire en sorte que nous puissions produire localement avec des matières premières africaines des engrais africains, idem pour les semences. Nous avons mis aussi en place des cartes de fertilité, car nous avons besoin aussi de mieux connaître nos sols pour faire en sorte qu'ils donnent un meilleur rendement. Là, nous nous rendons compte que nous avons hérité énormément de la période coloniale, car nous continuons à utiliser des formules qui avant faisaient sens soit économiquement soit pour d'autres raisons. Il convient de sortir de cette situation et surtout d'informer nos fermiers et les amener à changer leurs habitudes en termes de pratiques agricoles. C'est essentiellement pour améliorer la productivité.

En tant que tel, ce n'est pas cela qui va faire vivre un fermier. Le fermier va vous dire : très bien, j'augmente mon rendement, mais que puis-je faire avec ? Il faut alors créer un écosystème qui va lui permettre d'écouler cette productivité. C'est là où nous arrivons à une approche qui est un peu différenciée de celle qui était utilisée jusqu'à présent. Les partenaires qui font partie de la chaîne de valeur agricole doivent pouvoir travailler ensemble de façon à créer ce cercle vertueux. C'est une expérience que nous avons menée dans plusieurs pays, qui a porté ses fruits et qui est une réussite totale. Le défi que nous avons, c'est de pouvoir le faire à une plus grande échelle. Aujourd'hui, nous touchons à peu près 300 000 fermiers alors que le continent en compte 800 millions. Il est clair que nous devons passer à un niveau supérieur.

De plus, nous nous sommes aussi rendu compte que cet écosystème autour du fermier n'est pas suffisant. Nous avons besoin de nous élargir, de sortir des partenariats qui sont entre les acteurs de l'agriculture et d'aller voir d'autres partenaires qui vont pouvoir contribuer à ce développement de l'agriculture. Je pense aux partenaires qui sont dans le



domaine de l'énergie, qui est extrêmement important, puisque l'agriculture a besoin d'énergie. Au-delà, le fait de pouvoir mettre sous réseau certains villages crée une activité qui elle-même génère de la valeur et qui est réinvestie au niveau du fermier.

Nous avons réalisé un focus très particulier sur la jeunesse. Comme je l'ai dit tout à l'heure, plus de 60 % de la population africaine en 2050 aura moins de 25 ans. Il s'avère alors vital aujourd'hui d'accompagner cette jeunesse à travers l'éducation, mais aussi en mettant en place des process et des structures qui leur permettent de se réaliser et qui leur permettent de créer des emplois et des emplois ruraux. Là aussi, si nous imaginons que laisser cette population aller vers les villes résoudra le problème, personnellement, je pense que ce ne sera pas possible. Il faut que nous soyons tout de suite en mesure d'offrir à cette jeunesse des opportunités d'emplois là où elles se trouvent pour éviter la migration urbaine.

Il est également important de faire intervenir les universités. Aujourd'hui, de manière générale, en Afrique, nous n'avons pas assez de recherche et développement. Nous pensons que l'agriculture est un domaine ou un métier qui n'a pas véritablement besoin de recherche et développement. C'est totalement faux. D'ailleurs, à ce titre, au niveau du groupe OCP, une université a été mise en place qui s'appelle l'université Mohammed VI Polytechnique, qui n'est pas loin d'ici, où il y a énormément de recherche et développement dans des domaines divers et variés qui vont de l'agrotechnologie aux biotechnologies à la nano technologie. Ce sont des éléments importants aujourd'hui. Je pense que c'est un modèle qui, même au niveau du monde, va devenir extrêmement structurant et important. Nous devons pouvoir mettre en place cette relation entre le monde de l'entreprise et le monde universitaire, [inaudible] et que les uns puissent fournir les problèmes aux autres et que les autres puissent donner les solutions, mais des solutions concrètes. Nous ne pouvons pas rester dans la recherche et développement infiniment. A un moment donné, il faut que nous puissions mettre des choses en place.

Là aussi, à travers les différents partenariats que nous avons établis – et c'est d'ailleurs un message fort de notre part –, nous ne pensons pas que nous puissions faire les choses seuls. Il est important d'avoir des partenaires publics et privés. Je pense profondément que pour que nous puissions réussir cette transformation du continent, il va falloir que le secteur privé travaille avec le secteur public et vice-versa et qu'ils soient tous les deux embarqués sur le même bateau, mais au même moment. En effet, ce que nous constatons la plupart du temps, c'est que les politiques ou le secteur public commencent à réfléchir sur un certain nombre de choses et ce n'est qu'à la fin qu'ils font intervenir le secteur privé. Ce n'est pas forcément optimal en termes d'*output*.

Pour terminer, pour souligner l'importance aujourd'hui que nous donnons au niveau du groupe OCP à la recherche et au parcours académique, nous avons mis en place un certain nombre de formations, un certain nombre de développements R et D entre les universités africaines, mais aussi entre les universités africaines et les universités internationales qui permettent de définir – et cela a été dit aussi tout à l'heure – des modèles spécifiques à l'Afrique. Nous ne pouvons pas continuer à faire du « copier-coller » et mettre au niveau de l'Afrique quelque chose qui a fonctionné ailleurs, car cela ne fonctionnera pas. Notre problématique reste particulière. Nous devons pouvoir l'étudier, l'analyser dans ce sens et trouver des solutions.

Enfin – et cela rejoint ce que je disais tout à l'heure sur l'importance de la jeunesse et du genre –, nous avons également lancé un programme qui s'appelle le programme « Impulse » qui est un programme d'accompagnement des start-ups innovantes au niveau de l'Afrique. C'est un incubateur et un accélérateur. Un ensemble de start-ups africaines a été sélectionné. Elles vont être suivies pendant 12 semaines au niveau de l'université et cela va leur permettre d'avoir les moyens de réaliser leur projet. C'est extrêmement important parce que c'est ce tissu-là, ce tissu fragmenté, qui va faire en sorte que la globalité du continent avance. Ce n'est pas en faisant de grosses entreprises ou en faisant de gros projets que nous y arriverons. (*Applaudissements*)

Robert DOSSOU

Monsieur Lotfi Senhadji, je vous remercie pour la richesse de votre exposé.